

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS

WWW.LDH-FRANCE.ORG/ADHERER



REJOIGNEZ-NOUS

La LDH est présente partout en France métropolitaine et en Outre-mer.

Nous recherchons des adhérentes et adhérents qui peuvent nous aider à mener nos actions.

FAITES UN DON

Les droits et les libertés : ça n'a pas de prix, Mais les défendre a un coût !

La LDH est un organisme d'intérêt général. 66% de votre don est déductible de vos impôts (dans la limite de 20% de vos revenus imposables).



ABONNEZ-VOUS À DROITS & LIBERTÉS

La revue trimestrielle de la LDH, *Droits & Libertés*, alimente le débat citoyen sur de grands thèmes d'actualité ayant des implications politiques et sociales pour les droits.

- Prix à l'unité (64 pages) : 7 € (hors frais de port)
- L'abonnement annuel (4 numéros) : 25 € (port compris)



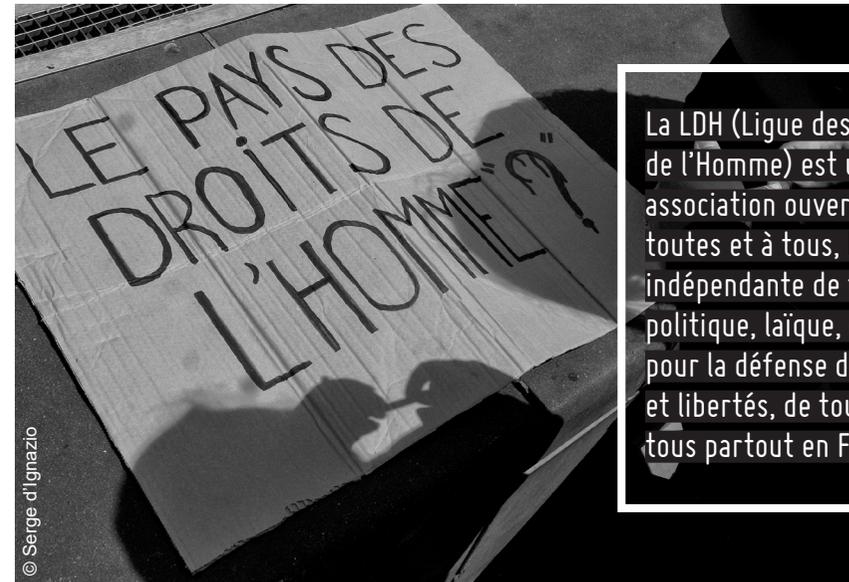
LDH

138 rue Marcadet – 75018 Paris
01 56 55 51 00 – ldh@ldh-france.org
www.ldh-france.org



LA LDH, POUR LA DÉFENSE DE NOS LIBERTÉS

LDH
Fondée en 1898



La LDH (Ligue des droits de l'Homme) est une association ouverte à toutes et à tous, libre et indépendante de tout parti politique, laïque, engagée pour la défense des droits et libertés, de toutes et de tous partout en France.

La LDH agit contre les injustices, le racisme, le sexisme, l'antisémitisme et les discriminations de tous ordres. Elle défend la liberté d'expression, le droit de manifester ou encore le droit de vivre dans un environnement sain et durable. Chaque fois que les droits et libertés sont en danger, la LDH a un rôle essentiel à jouer.

Dernièrement, elle s'est mobilisée pour défendre la démocratie, en particulier face à la montée des extrêmes droites et au démantèlement des services publics, notamment de la justice.

DES ACTIONS ESSENTIELLES



Plus de 1 000 événements par an, conférences, ciné-débats et formations pour comprendre, débattre et mieux agir.

Interventions en milieu scolaire et dans les quartiers afin de sensibiliser les enfants et les jeunes.



Observation des pratiques policières, judiciaires ou en lien avec les libertés afin de nous assurer du bon fonctionnement démocratique et dénoncer les pratiques abusives et liberticides.



Interpellation des pouvoirs publics, pour garantir les droits fondamentaux lorsque des mesures vont à l'encontre des droits et des libertés.



Permanences d'accueil et d'orientation, notamment en droit des personnes étrangères et contre les discriminations, et dépôts de plaintes devant les tribunaux aux côtés des victimes.



Nous portons également nos combats auprès du plus grand nombre, sur les réseaux sociaux notamment, afin d'informer et de sensibiliser aux droits face à la banalisation des discours de haine.

UNE ASSOCIATION GÉNÉRALISTE

LIBERTÉS ET DÉMOCRATIE :

pour une démocratie réelle et une justice effective, pour la protection des données personnelles et contre les violences policières, les extrêmes droites... ;

LUTTE CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS :

contre toutes les formes de racisme, d'antisémitisme, d'homophobie et de discrimination... ;

DROITS DES FEMMES : pour l'égalité réelle, le droit à l'avortement partout dans le monde, l'accès à la PMA pour toutes les femmes et contre les violences sexuelles et sexistes... ;

DROITS DES PERSONNES

ÉTRANGÈRES : pour la défense des droits des résidents étrangers, pour un droit d'asile respecté et une protection pleine et entière des mineurs non accompagnés et contre les politiques de l'immigration xénophobes et sécuritaires... ;

ENVIRONNEMENT : pour la justice environnementale et le droit à un environnement protégé et durable, contre les projets qui ne respectent pas les enjeux humains et écologiques...

QUELQUES EXEMPLES RÉCENTS

NAUFRAGE DANS LA MANCHE : LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES AGENTS FRANÇAIS RECHERCHÉE

Fin 2021, et alors qu'elles ont contacté les secours français et britanniques pendant plusieurs heures et qu'aucun moyen de secours n'a été déclenché, vingt-sept personnes migrantes décèdent lors d'un naufrage dans la Manche. En parallèle du contentieux indemnitaire visant à réparer le préjudice des familles de victimes,

la LDH s'associe au volet pénal de cette affaire pour que la lumière sur les responsabilités soit faite.

L'information judiciaire sur le fondement du délit de non-assistance à personne en danger en cours aurait donné lieu à des mises en examen au sein du personnel du Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (Cross).

SANS-PAPIER MAIS PAS SANS AVOCAT - mai 2024

Suite à l'élaboration d'une question prioritaire de constitutionnalité à laquelle ont participé plusieurs associations et syndicats, dont la LDH, le Conseil constitutionnel a mis fin à une situation dans laquelle les travailleurs sans papiers, protégés par le Code du travail, étaient privés de la possibilité de faire valoir leurs droits en justice faute de pouvoir bénéficier de l'aide juridictionnelle qui permet de recourir gratuitement aux services d'un avocat.

Cela dépasse le contentieux prud'hommal car cette aide peut être sollicitée dans tous les types de recours.

AUTOUR DES COMPARUTIONS IMMÉDIATES

La LDH prend régulièrement position contre cette procédure répressive et discriminante, qui juge l'auteur présumé d'une infraction à sa sortie de garde à vue.

Cette procédure est désormais massivement appliquée dans le cadre des mobilisations sociales ce qui en fait un outil de musèlement des citoyennes et citoyens.

Dans ce cadre, les sections LDH ont organisé des rencontres autour des représentations de *Léviathan*, de Lorraine de Sagazan. Plusieurs sections et fédérations LDH, dont les fédérations de Paris et de Seine-Saint-Denis, organisent régulièrement des observations d'audiences en comparution immédiate afin de relever et dénoncer les éventuelles atteintes au droit que ce type de procédure entraîne.